



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

MINISTÈRE
DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA SANTÉ

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

2^{ème} Conseil d'Orientation Technique de l'Observatoire de l'alimentation 10 décembre 2013



Etat d'avancement des travaux de la section « *Economie et sociologie de l'alimentation* »

Objectifs de la section en 2013

Contribuer à la **caractérisation de l'évolution des consommations ou pratiques alimentaires** (besoins, attentes, demandes) afin d'éclairer les pouvoirs publics, les professionnels et les consommateurs :

- deux thématiques particulières ciblées :
 - l'insécurité alimentaire ;
 - l'alimentation durable.
- un instrument de suivi longitudinal : le **baromètre de l'alimentation**.

I - Insécurité alimentaire

Caractérisation des besoins et des attentes en terme d'alimentation des personnes en situation d'insécurité alimentaire

Julia Gassie – MAAF-DGAL

Contexte

- 3 à 4 millions de personnes accueillies par les associations d'aide alimentaire
- Un public de bénéficiaires de l'aide alimentaire en constante augmentation et qui se diversifie
- Un nombre potentiellement plus important de ménages en situation d'insécurité alimentaire

Contexte et enjeux

- Recommandation de l'avis n°72 du Conseil national de l'alimentation (mars 2012)
- Une **refonte en cours** des dispositifs européen et national d'aide alimentaire
 - => Des **enjeux forts** : connaissance des populations, efficacité de la politique d'aide alimentaire, solidarité et santé publique...

Objectifs

- Etude co-financée par le MAAF et FranceAgriMer
- Menée par FORS Recherche sociale, en collaboration avec France Caillavet (Inra)
- Objectifs :
 - *i)* **caractériser les besoins et les attentes** en termes d'alimentation des personnes en situation d'insécurité alimentaire ;
 - *ii)* **proposer des évolutions** des dispositifs d'aide alimentaire pour mieux y répondre.

Méthodologie

- Trois étapes :
 - 1) **Analyse bibliographique**, rencontre avec les principaux **acteurs et experts nationaux**, premiers indicateurs de suivi des populations
 - 2) **Enquêtes de terrain**
 - 3) Séminaire de travail avec les acteurs de l'aide alimentaire, benchmarking international et **recommandations**
- Lancement en juin 2013, rendu final à l'automne 2014.

II - Alimentation durable

1) Les tendances des consommations ou pratiques alimentaires durables

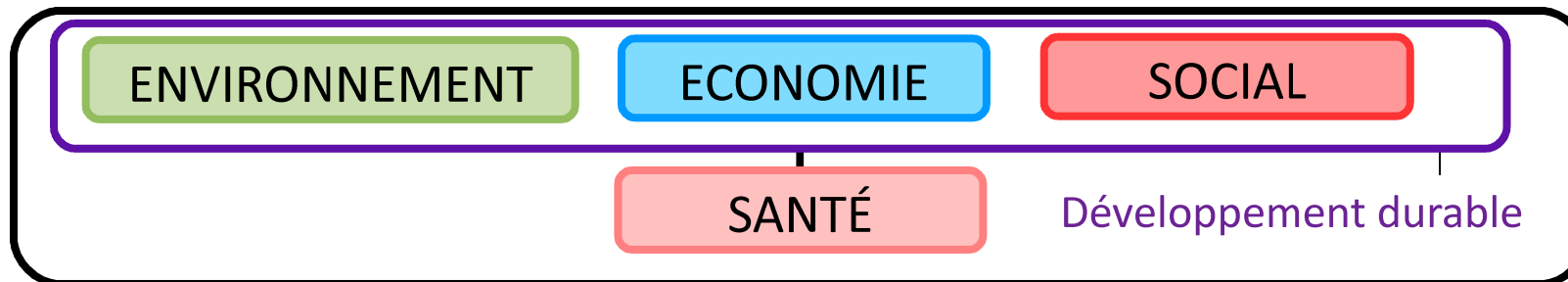
2) Les innovations technologiques, leviers de réduction du gaspillage dans le secteur agroalimentaire : enjeux pour les consommateurs et pour les entreprises

1) Synthèse des tendances des consommations ou pratiques alimentaires durables

Aïnhua Paré – MAAF-DGAL

Enjeux

La consommation alimentaire des ménages est identifiée comme un enjeu majeur en matière de durabilité, notamment pour réduire les impacts des activités humaines sur l'environnement, soutenir l'activité économique et améliorer la santé des populations.



Contexte et objectifs

- Les consommateurs sont confrontés à de nombreuses informations et à un large choix de produits leur permettant de répondre à leurs besoins et attentes.
- L'étude visait à déterminer les tendances nationales dans les consommations ou pratiques alimentaires qui se dégagent au regard des différentes composantes de la durabilité.

Méthodologie

1. Dresser un **inventaire** des données, enquêtes et études disponibles gratuitement ;
 2. Les synthétiser et analyser afin de **dégager les tendances nationales** ;
 3. Identifier les **travaux en cours** qui pourront compléter à moyen terme cette synthèse ;
 4. Identifier les **lacunes ou « angles morts »**.
- **79 « études » sélectionnées** : 25 d'opinion, 19 sur les pratiques déclarées, 5 sur les achats, 19 études sociologiques et 11 économiques

Résultats (1/3)

- Une **image de qualité** ;
- Une **préoccupation environnementale importante mais en recul**, davantage tournée vers ici et maintenant ;
- Un intérêt pour les produits issus de l'**agriculture biologique**, avec néanmoins moins de « convertis » récents, associé à une tendance déclarée vers plus de « **naturalité** » ;
- Une consommation de produits **équitables Nord-Sud** qui reste faible ;

Résultats (2/3)

- Un intérêt accru pour les produits alimentaires **locaux ou nationaux** et ceux issus des circuits courts et de proximité ;
- Une préoccupation **pour sa santé** en essor ;
- D'autres pratiques durables : le « **consommer moins** » et la lutte contre le **gaspillage alimentaire** ;
- Une volonté de **réassurance** ;
- Un **moyen d'exprimer** des considérations éthiques voire politiques, dans contexte de crise.

Résultats (3/3)

- **Population hétérogène**, les plus « durables » seraient âgés, diplômés, ayant une grande famille, plutôt résidant dans une petite ville du Sud de la France.
- **Manque des données de pratiques réelles et d'achat**, surtout sur certaines déclinaisons et sur la RHF.
- Des **différences entre déclaré et réel** : désirabilité sociale, difficiles changements d'habitudes, image de surcoût et pour certains, manque de confiance.
- Peu de données sur les « consommations alimentaires durables » → **nécessité de proposer un périmètre** incluant le bio, le commerce équitable, les productions et circuits de proximité.

Perspectives

- **Plusieurs travaux de recherche en cours** pour mieux comprendre certaines de ces consommations ou pratiques alimentaires durables (freins et leviers) :
→ à suivre et valoriser pour l'aide à la décision.

- **Controverses** sur ce qui est « durable » :
→ **suivre plutôt les déclinaisons** de consommations alimentaires une par une et de manière systémique.

2) Les innovations technologiques, leviers de réduction du gaspillage dans le secteur agroalimentaire : enjeux pour les consommateurs et pour les entreprises

Julien Fosse - MAAF-DGAL

Contexte

- La **lutte contre le gaspillage alimentaire** est un enjeu majeur de durabilité des systèmes alimentaires → signature le 14 juin 2013 du **Pacte national**
- La filière alimentaire doit gagner en **compétitivité**, en relevant le défi vert, via des innovations acceptables par les consommateurs → signature du **Contrat de la filière alimentaire** le 19 juin 2013

- Développement **d'innovations technologiques**, contribuant à limiter le gaspillage alimentaire.
 - Des consommateurs favorables à l'alimentation durable mais potentiellement **réticents face à ces leviers d'innovation**.
 - L'État doit accompagner au mieux leur développement dans les IAA en proposant **un cadre d'action publique adapté** (évaluation des risques, réglementation, soutien à l'innovation).
- étude co-financée par **la DGCIIS et le MAAF**, réalisée par Euroquality, avec le CTCPA et l'Université de Wageningen du 1^{er} septembre 2013 au 30 avril 2014.

Méthodologie

1. Identification et caractérisation des innovations en termes de durabilité et de potentiel de réduction du gaspillage alimentaire → *typologie*
2. Évaluation de leur *perception par des panels*
3. Évaluation de *leurs impacts sur la compétitivité* des entreprises amenées à mettre en œuvre ces innovations
4. Analyse *prospective à 10 ans.*
5. *Recommandations opérationnelles* pour l'action publique.

Premiers résultats

- Périmètre : le gaspillage évitable en fin de chaîne (distribution, RHF, au domicile)
- Typologie : 27 leviers d'innovations identifiés, regroupés en 4 familles :
 - les emballages actifs et intelligents, les innovations technologiques en termes de traçabilité ;
 - les emballages plus performants ;
 - les technologies alternatives d'aseptisation des produits alimentaires ;
 - les emballages portionnables.

Caractérisation des innovations

1. **Description de la technologie** et de son impact sur le gaspillage, avec comparaison avec l'existant.
2. **Mise en œuvre actuelle** : cadre réglementaire, évaluation de son risque sanitaire, degré de maturité, freins possibles à sa mise en œuvre, principaux acteurs (français ou non).
3. Évaluation de son **impact environnemental**
4. Évaluation de la **perception des consommateurs**
5. Évaluation de son **impact sur la compétitivité**
6. Estimation de son **impact sur les trois critères de durabilité.**

Prochaines étapes

- Résultats des 3 « focus groups » sur la perception des consommateurs
- Entretiens avec des associations de consommateurs
- Évaluation de l'impact sur la compétitivité par entretiens avec des industriels
- Construction de scénarii prospectifs à 10 ans, discutés en atelier avec les parties prenantes
- Proposition d'un cadre d'action publique